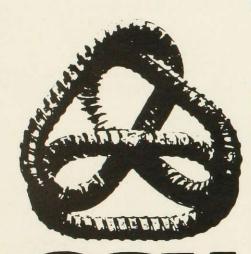
L'ALMANACH DES TRAVAILLEURS DE LA RÉGION DE QUÉBEC 1974



L'almanach c'est quelque chose à lire!



C5N

Marcel s'en vient à Québec	1 à 5
La CSN c'est quoi	6
Les structures de la CSN	7
Les fédérations	8 à 10
Les services de la CSN	11 à 13
Le conseil central de Québec	14 à 16
Une région sans bon sens	17 et 18
La ville de Québec	19 à 22
La Rive-Sud de Québec	23 à 26
La Beauce	27 à 30
La Côte du Sud	31 à 34
La région de Charlevoix	35 à 38
La région de Portneuf	39 à 42
La CSN a toujours lutté sur tous les fronts	43
Une société bâtie pour l'homme	44
Le deuxième front	45
Un camp de la liberté	46
Il n'y a plus d'avenir pour le Québec	47
Ne comptons que sur nos propres moyens	48
Ni Américains, ni Russes, nous-mêmes	C3

Publié par le conseil central CSN de Québec. Produit par le service d'information de la CSN. Rédaction: **Pierre Graveline et Jacques Lagacé**

Photographie: René Derome, Dominique Duffaud, Michel Giroux et Guy Turcot

Conception graphique: Jean Gladu

Nous remercions **Marcel Boutet**, travailleur de l'hôpital Enfant-Jésus, pour sa participation au photo-reportage. Il a tenu son rôle d'une façon magnifique.

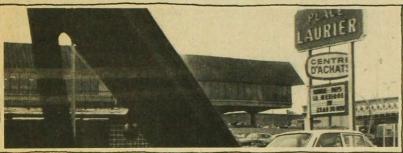
Cet almanach est un supplément du journal Le Travail, organe officiel de la C.S.N.

Lithographié par Journal Offset Inc. 254 Benjamin-Hudon, Ville St-Laurent





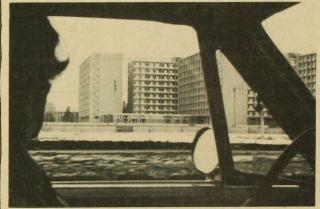
Moé je m'appelle Marcel. Aujourd'hui j'travaille pas. Chu venu faire un tour à Québec. J'vas en profiter pour aller voir ce que ça l'air la CSN.



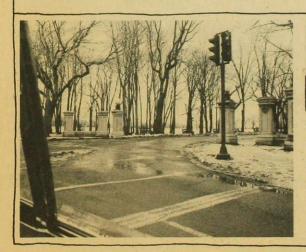
Quand j'vois un centre d'achat, j'pense au prix que ça coûte aujourd'hui pour manger. A part ça... comment ce qu'on va faire pour y aller quand y aura pu de pétrole pantoute?



L'université, on a construit ça parce qu'y nous disaient qu'y fallait s'instruire pour avoir des bonnes jobs.

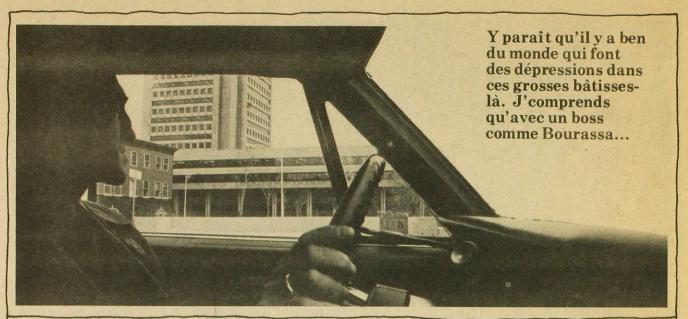


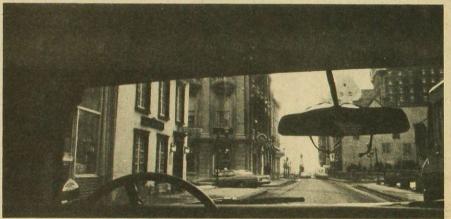
Asteure les jeunes veulent même pu y aller. Y se sont ben aperçus que les diplômes c'est pas ça qui les empêchait de chômer.





C'est icitte qu'on s'est fait battre par les Anglais. Il y a 300 ans de ça mais on dirait qu'on s'en est pas encore remis. Des fois, on dirait qu'on a encore peur.





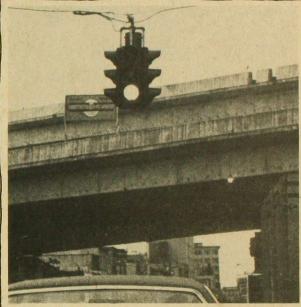
Le château des Américains, j'voudrais ben voir ce que ç'a l'air en dedans. Mais c'est pas dans mes moyens.







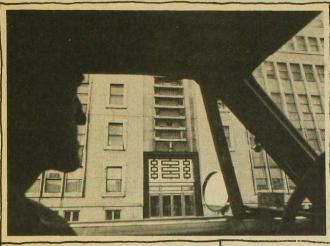












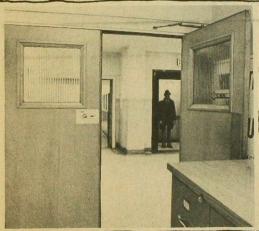












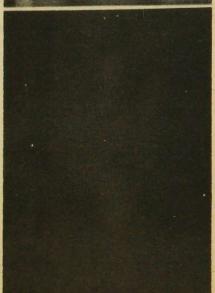












La CSN c'est l'organisation du monde ordinaire

La CSN c'est 170,000 travailleurs

D'abord et avant tout, la CSN c'est du vrai monde. C'est du monde qui travaille dans la construcțion, dans les usines, dans les commerces, dans les écoles, dans les hôpitaux, dans les shops, dans la forêt, dans les mines, au gouvernement ou ailleurs.

La CSN c'est une force collective

La CSN existe parce que ces 170,000 travailleurs ont compris que tout seul, chacun de leur bord, y pourrait jamais s'en sortir. Qu'est-ce qu'une personne seule peut faire pour améliorer ses conditions de travail ou son salaire? Qu'est-ce qu'elle peut faire contre les compagnies de finance, contre les accidents de travail, contre la hausse du coût de la vie? La CSN c'est 170,000 travailleurs qui ont compris que l'union fait la force et qui se sont donnés des moyens pour essayer de s'en sortir.

La CSN c'est pas né d'hier

Le monde à la CSN y sont pas dans les nuages. Ca fait plus que 50 ans que ça existe la CSN. Pis en 50 ans, il y en a eu des organisations de syndicat, des grèves, des luttes avec le gouvernement. Depuis 50 ans, le monde ont eu le temps de se parler, de s'essayer, de se tromper pis de recommencer. La CSN a de l'expérience et ne parle pas à travers son chapeau.

La CSN c'est québécois

La CSN appartient aux travailleurs du Québec. La CSN est farouchement indépendante vis-àvis les compagnies, les partis politiques ou les gouvernements. L'argent et les énergies des travailleurs québécois restent icitte et servent aux travailleurs d'icitte.

La CSN c'est l'école des travailleurs

A la CSN, on consacre beaucoup de temps à l'éducation. Sans arrêt, on fait des recherches, on publie des documents, on organise des cours ou des discussions. A la CSN, on essaye de comprendre la société pis on essaye de voir comment on pourrait la changer pour une société plus humaine, plus organisée pour servir le monde ordinaire.

La CSN se bat pour les travailleurs

On entend beaucoup parler de la CSN. A propos des démèlés avec les patrons, les juges et les politiciens. Pour beaucoup de monde, on a l'air de chercher le trouble. La CSN existe pour défendre les travailleurs pis tous les jours, dans notre système économique, des centaines de travailleurs sont victimes d'injustice. Alors il faut se battre et ça n'arrête jamais. La CSN n'a pas peur de lutter.

A la CSN, on peut mener notre barque comme on veut

La CSN appartient aux travailleurs. Elle est donc organisée pour que ce soit les travailleurs qui décident de son orientation, de ses actions, de l'utilisation de son argent.

Pour comprendre la CSN, il faut savoir comment ça marche

1 - A la base, les syndicats

Dans chaque syndicat, l'assemblée des membres est maître de son argent, de sa constitution, de ses dirigeants, de ses décisions, ce qui ne l'empêche pas de s'affilier à une fédération, un conseil central et à la CSN pour se donner les meilleurs services et former une grande force collective. Le syndicat s'occupe des problèmes des travailleurs dans l'entreprise et en dehors de l'entreprise.

2 – Solidarité avec les travailleurs du même domaine: les fédérations

Les syndicats d'un même domaine d'activité se regroupent dans une fédération. La fédération étudie les problèmes du secteur, aide les syndicats à négocier et appliquer la convention collective, organise les pressions collectives.

3 – Solidarité avec les travailleurs de la même région: les conseils centraux

Les syndicats d'une même région se regroupent dans un conseil central. Le conseil central permet aux syndicats de s'organiser comme force collective dans la région; il s'occupe de divers services, d'organisation, d'éducation, d'action sociale et politique, d'information, etc...

4 - Solidarité avec les travailleurs de tout le Québec: la CSN

Tous les syndicats, fédérations et conseils centraux se regroupent dans la CSN (confédération des syndicats nationaux). C'est le centre et le coeur du mouvement et de son orientation. La CSN est dirigée par le congrès des délégués, le conseil confédéral, le bureau confédéral et le comité exécutif. En plus des questions touchant le budget et l'orientation de la centrale, la CSN fournit les services suivants: Fonds de défense professionnelle, organisation, éducation, action politique, information et relations extérieures, service des grèves, recherche, documentation, consommation et coopératives, génie industriel, service juridique.





L'édifice de la CSN

L'édifice ici a été bâti par les travailleurs, avec l'argent des travailleurs et il leur appartient. Au sous-sol, il y a des salles de réunion pour les syndicats, pour les différents comités et pour les groupements populaires. Au rez-de-chaussée, il y a une salle à dîner et une grande salle qui sert pour des assemblées ou pour des congrès. Pour l'utilisation de ces salles, contactez:

Napoléon McMullin Secrétariat des syndicats catholiques 524-4631

La caisse populaire des syndicats nationaux de Québec

Elle est installée au deuxième étage. Elle offre les mêmes services que toutes les autres caisses pop. Actif: \$2,797,964.00.

Elle est ouverte du lundi au vendredi de 9h 30 à 3h et tous les vendredis soirs de 6h 30 à 8h.

Gérant: Maurice Pouliot 522-6159

Fédération nationale des syndicats du bâtiment et du bois

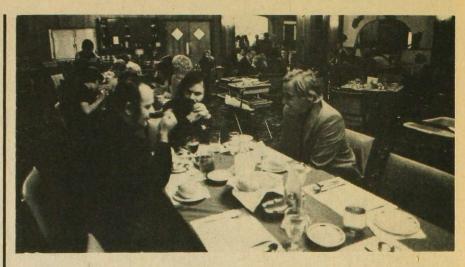
Le siège social de cette fédération est au 2e étage de l'édifice. Juste à côté, c'est le conseil des métiers de la construction. Dans la région de Québec, la FNSBB regroupe 10 syndicats et 4,200 membres.

Directeur des services: Lucien Poulin Comptable' Richard Lepage

Permanents' Roméo Gamache, Paul-Henri Saint-Pierre, Gilbert Raymond, Claude Dorion, Jean-Guy Poulin, Robert Leparc (secteurs connexes).

Employés: Ghyslaine Hamel, Louise Bourget, Gisèle Plante, Arlette Vachon et Gilles Lamontagne

Pour renseignements: FNSBB: 529-0388 Construction: 529-5776



CASSE POPULAIRE DES SYNDICATS CATHOLIQUES BU DISTRICT DE DUÉBEC











Fédération du commerce

Elle regroupe 23 syndicats et 3,400 membres dans la région de Québec. Elle mène de dures batailles dans un secteur où les travailleurs sont particulièrement exploités.

Permanents' Jean-Guy Michaud, Jacques Bérubé et Reybald Labbé.

Secrétaire: Lise Bédard

La fédération est installée au 3e étage de l'édifice. Juste à côté, il y a le local du syndicat de l'alimentation de détail. Pour renseignements: **522-5283**

Fédération des affaires sociales

Elle regroupe près de la moitié des membres de la CSN dans la région: 72, syndicats et 12,000 membres. Elle publie un journal: Le Monde Ordinaire. Permaments: Françoise Guérard,

Marc Ferland, Paul Yergeau, Jean-Paul Boucher, Gilles Genest, Marcel Lemay et Gérald Thivierge (dans la Beauce).

Secrétaires: Jeannette Lacasse, Y-vonne Bérubé, Andréa Poulin.

Pour renseignements: 529-2561 local 23-24-25-26-27-60-61-62-63, le soir: 529-3207

Au troisième étage de l'édifice de la CSN.

Fédération des travailleurs du papier et de la forêt

Le siège social de cette fédération est au 3e étage. Dans la région de Québec, la FTPF regroupe 17 syndicats et 3,000 membres surtout dans Portneuf et Charlevoix.

Permanents: Etienne Giasson, Réginald Tremblay et

Secrétaires: Ghyslaine Auclair, Claudette Plante et Lucette Drolet.
Directeur général: Jean-Guy Morin.
Pour renseignements: 529-6638

Fédération des syndicats des mines, de la métallurgie et des produits chimiques

Dans la région elle regroupe 9 syndicats et 3,200 membres. Le siège social est au 3e étage de l'édifice. La fédération publie un journal: Tirons ensemble!

Permanents: Maurice Boucher (président libéré pour la négociation) et Raymond Parent, coordinateur des services.

Secrétaires: Danielle De Tata et Luce

Gingras.

Pour renseignements: 522-5625

Fédération des employés des services publics

Elle est installée au 4e étage de l'édifice. Elle regroupe principalement les travailleurs des transports, des commissions scolaires et les employés de soutien des cegeps. Dans la région, 2,933 membres sont répartis en 39 syndicats.

Permanents: Jos Biédron, Lucien Si-

mard et Robert Dutrisac. Secrétaire: Noëlla Morissette

Pour renseignements: 529-2561 local

52-57-58-78

Fédération nationale des communications

Elle regroupe 5 syndicats et 250 membres dans le domaine des communications de la région. Elle est située au 4e étage de l'édifice.

Permanent: Guy Marsolais.

Fédération nationale des enseignants québécois

Elle regroupe 8 syndicats et 839 membres venant principalement des cegeps. Elle est située au 4e étage de l'édifice. Publie un journal: Nouveau Pouvoir.

Permanent: Claude Grenier

Fédération des professionnels salariés et cadres du Québec

Elle est aussi située au 4e étage. Elle regroupe 8 syndicats et 1,600 membres dans la région. Publie un journal: Cadres.

Permanent: André Poulin.

Pour renseignements sur ces 3 fédérations, contactez: Huguette Jean 529-2561 local 34













Service d'organisation

Ce service s'occupe de l'organisation de nouveaux syndicats (depuis janvier 73, 28 nouveaux syndicats dans la région, plus de 800 nouveaux membres), de la consolidation, et de la direction des grèves (depuis janvier 73, 3 grèves: une de 2 mois à la Davie Ship, une de 11 semaines à A-P Furniture, une qui dure depuis 20 mois au Pavillon Saint-Dominique).

Permanents: Claude Girard, Robert Fleury, Richard Milhomme et Jean-Paul Marcotte (qui s'occupe principalement des problèmes d'assurancechômage, d'accidents de travail, etc.) Secrétaires: Thérèse Dumas et Armande Lavoie.

Pour renseignements: **529-2561** local **21-48-49-54-55-56**, le soir: **529-3019** et **529-2481** pour J.-P. Marcotte.

Service juridique

Il fournit les services juridiques aux travailleurs, aux syndicats, aux fédérations et aux autres instances du mouvement. Par exemple pour accréditation des syndicats, congédiements pour activités syndicales, difficultés avec la police, certains cas de griefs. Quand il s'agit de cas personnels, conseille les membres pour les aider à comprendre leurs difficultés d'ordre juridique.

Avocats: Magella Lemay et Robert Marceau

Secrétaire: Micheline Careau

Pour renseignements: **529-2561** local **32-51-69**, le soir: **529-4016** au 4e étage.

Service d'information

Il s'occupe des relations entre le mouvement et les media d'information par le biais de communiqués ou de conférences de presses. Il met à la disposition des syndicats, des fédérations ou des conseils centraux une équipe de rédacteurs, photographes et graphistes. Il publie un magazine "Le Travail" à 30,000 exemplaires, ainsi qu'un grand nombre d'autres publications à l'occasion de conflits ou de campagnes spéciales. Il est en train d'établir une structure d'information et de distribution à travers tout le mouvement. Enfin, il dispose d'un réseau de 21 télex qui relie instantanément chacun des conseils centraux de la CSN.

Pour le télex à Québec, contactez: Gilberte Pelletier 529-2561 local 31 Pour le service d'information et Le Travail: 1001 Saint-Denis, Montréal, 6e étage 842-3181.

Service de consommation et des coopératives

En deux mots, ce service se consacre à créer un réseau de coopératives qui va permettre aux travailleurs de jouir à 100% de leurs salaires. Coopératives d'habitation, de nourriture, de travail, de loisir, de frais funéraires, système bancaire. Ce service a mis sur pied les ACEFs et les Caisses d'économie des travailleurs.

Directeur: André Laurin Secrétaire: Gaétanne Bureau

Pour renseignements: 529-2561 local

59

Caisse d'économie des travailleurs réunis de Québec

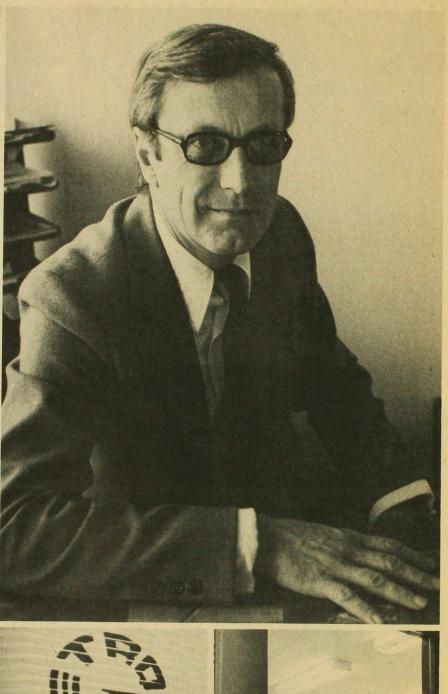
La CETRQ est une caisse assez spéciale. D'abord parce qu'elle appartient aux travailleurs qui en sont membres. Ensuite parce qu'elle ne donne aucun intérêt sur les épargnes (0% d'intérêt) et qu'elle utilise cet intérêt pour donner des services beaucoup plus avantageux pour les membres, et aussi pour créer des entreprises qui appartiennent aux membres. Par exemple le Village-Vacances-Famille, la Coopérative funéraire de Charlevoix, le Garage Coopératif.

Les services de la caisse: déduction à la source, assurance-vie-épargne, consultation juridique, consultation budgétaire, prêt, assurance-automobile, etc... Une autre chose intéressante sur la CETRQ c'est qu'elle fait l'expérience de l'autogestion.

La caisse a 4,300 membres et \$755,000.00 d'actif. Elle dispose de 8 employés à plein temps: Léopold Beaulieu comme gérant; René Roy, Jean-Pierre Dubeau et Fredj Khediri à la comptabilité; Ginette Touzel à la consultation budgétaire; Clément Guimond à l'éducation; Roger Gravel au développement; Denise Landry au secrétariat et à la consommation.

La Caisse est située au 3e étage de l'édifice de la CSN. Elle est ouverte du lundi au vendredi de 10h à 3h et jeudi de 10h à 7h30.

Pour renseignements: **522-4014** ou **522-4011**.









Les autres services de la CSN

— Le fonds de défense professionnelle: c'est une caisse qui sert à verser des secours aux membres dans le cas de grève ou de lock-out ou encore de congédiement pour activité syndicale. Environ la moitié de l'argent que donne les membres à la CSN s'en va dans cette caisse. C'est une arme importante que s'est donné la CSN et cela lui a permis de mener à termes bien des batailles importantes.

 Le service d'action politique: il organise la lutte politique non partisane des travailleurs. Il intervient à l'occasion de conflits comme moyen de pression sur les députés ou sur le gouvernement. Il organise des campagnes sur des questions touchant les travailleurs dans leur vie telles que l'assurance-automobile, le logement. Il produit des publications et organise des colloques ou des discussions sur des sujets d'ordre politique.

- Le service de recherche: il s'agit d'un service d'économistes qui font différentes recherches sur des questions importantes pour les travailleurs; par exemple, ils ont produit des documents très utiles sur la hausse du coût de la vie, sur la marine marchande et les chantiers maritimes. Ils interviennent également à

Service d'éducation

Il s'occupe principalement d'organiser des cours de formation pour les militants, des cours sur le syndicalisme et aussi sur la société qui nous entoure. Actuellement ce service est en bonne partie assumé par le conseil central puisque Claude-André Morin (permanent) est libéré pour le syndicat des permanents de la CSN.

Un grand nombre de publications de la CSN sont disponibles à ce service; voici les titres de quelques-unes d'entre elles:

- Les accidents de travail, des accidents ou des meurtres?
- Il n'y a plus d'avenir pour le Québec dans le système économique actuel
- Ne comptons que sur nos propres movens
- Le logement au Québec
- Le locataire et ses droits
- L'assurance-automobile
- La CSN: Structures et organisation
- Statuts et règlements de la CSN en 1973
- On est pas pour s'laisser passer un sapin
- C'est-y normal?
- Orientation: réflexion collective sur "Ne comptons..."

Pour obtenir ces publications, contac-

tez: Nicole Frenette

155 boul. Charest est

4e étage

529-2561 local 50

l'occasion de conflits ou de négociations importantes.

— Le service de génie industriel: ce service compte deux ingénieurs industriels qui conseillent les travailleurs qui sont aux prises avec des problèmes d'ordre technologique et qui les forment à pouvoir faire face euxmêmes à la musique.

- Le centre de documentation: il s'agit d'un des centres de documentation les mieux outillés au Québec. Il comprend plusieurs milliers de livres, des centaines de revues et de documents, plus de mille conventions collectives. Ce service est à la disposition de tous les syndicats et de tous les militants de la CSN.



Le conseil central de Québec c'est le regroupement des travailleurs de toute la région

Le conseil central de Québec regroupe 27,000 travailleurs de la grande région de Québec. Le conseil central est un organisme autonome qui a sa propre constitution, sa propre caisse et ses propres dirigeants élus. Le conseil central est dirige par un comité directeur formé de 12 travailleurs élus.

Les 12 membres du **comité directeur** sont: Thérèse Montpas, présidente Jean-Paul Beaulieu, Yvon Hamel, Fernand Brière, Marc Ferland, Clémence Robitaille, Eugène Royer, Conrad Normand, Rémi Lalonde, Jean-Louis Mercier, vice-présidents Jacques Doré, secrétaire Jacques Lavoie, trésorier.

A ces 12 membres sont adjoints les présidents des 5 conseils régionaux du conseil central: Gilles Marcotte de Portneuf, Richard Bilodeau de Charlevoix, Adélard Vachon de la Beauce, Régis Michaud de la Côte du Sud et Clément Fleury de la Rive-Sud.

Le conseil central est un organisme démocratique. A chaque année, il y a un **congrès** auquel est représenté chacun des syndicats membres. C'est au cours de ce congrès que les dirigeants sont élus, que les grandes décisions d'orientation et d'administration sont prises. Le prochain se tiendra en septembre 1974.

Egalement à chaque premier mardi du mois, il y a l'assemblée générale du conseil central qui se tient dans la grande salle au rez-de-chaussée de l'édifice de la CSN. C'est principalement au cours de cette assemblée que sont discutés les problèmes des travailleurs de la région et que sont prises les décisions qui engagent le conseil central. Tout le monde peut venir à cette assemblée mais seuls les délégués officiels ont le droit de vote. Chaque syndicat a droit à au moins 5 délégués.

Le conseil central a 3 permanents et 2 secrétaires à son service:

Robert Garneau qui est affecté à la ville de Québec, à Portneuf et à la Côte du Sud. Yvan Noël qui est affecté aussi à la ville de Québec, à Charlevoix et à la Rive-Sud. L'abbé Claude Cantin qui est conseiller à l'éducation. Enfin, Marthe Cloutier et Jocelyne Frenette qui assurent le secrétariat du conseil central. Pour renseignements: 529-2561 local 30 et 71, le soir: 529-4076 c'est au 4e étage de l'édifice de la CSN.











Le conseil central de Québec est le principal instrument de défense des travailleurs de la région



- 1- Il participe à l'organisation des nouveaux syndicats, à la consolidation des autres; il participe également aux conflits et aux grèves qui ont lieu dans la région.
- 2- Il prépare et tient des sessions d'éducation pour les militants, pour les officiers et pour les membres intéressés. Ces sessions consistent principalement à des cours de formation syndicale de base: comment faire marcher un syndicat, le rôle de délégué de département, comment tenir une assemblée, comment interpréter une convention collective, comment fonctionne un comité de négociation, quels sont les orientations de la CSN, etc... Mais aussi des cours sur le fonctionnement de la société, sur la démocratie, sur les différents régimes économiques, etc... Pour renseignements, contactez l'abbé Claude Cantin à 529-2561 local 45 ou le comité d'éducation: Fernand Brière, 285-1757 ou 285-2121, Cécile Carmichael, Louise Croteau et André Houde.
- 3- Il fait de l'action politique non partisane parce qu'une grande partie des problèmes des travailleurs dépendent des lois, des décisions des gouvernements, du conseil municipal, de la commission scolaire, des conseils d'administration... Par exemple, le conseil central a participé à l'élection de 33 travailleurs sur les différents conseils d'administration des hôpitaux de la région. Le conseil central a aussi participé à la campagne pour l'étatisation de l'assurance-automobile et à celle pour une marine marchande canadienne. Le conseil central poursuit aussi une réflexion sur les questions de l'indépendance et du socialisme. A cette fin, il a créé le comité socialisme-indépendance. Pour renseignements sur ce comité, contactez Rémi Lalonde à 658-0706 ou 688-8310 local 293.
- 4- Le conseil central fait de l'action coopérative. Il participe aux ACEFs et à la Caisse d'économie des travailleurs réunis de Québec. Il participe aussi à la Coop Soleil pour empêcher Power Corporation de mettre la main sur un des derniers journaux indépendants qu'il reste. Il participe également à la Coopérative de télévision de Québec qui tente d'obtenir un permis pour exploiter une troisième station de télévision dans la région de Québec.
- 5- Le conseil central fait bien d'autres choses encore: depuis l'an dernier le conseil central organise la fête des travailleurs le 1er mai. Le conseil agit comme la voix des travailleurs auprès des media d'information, il répond aux attaques des chambres de commerce et autres associations de bourgeois. Il agit aussi comme centre de référence pour beaucoup de travailleurs qui ont des problèmes et qui ne savent pas où aller. Il agit comme conseiller auprès des syndicats et assure le lien entre tous ceux de la région.

GUEBEC UNE REGION SANS BON SENS

17,500 mille carrés de territoire, plus de trente villes, avec une population totalisant environ 500,000 habitants, la région du conseil central est vraiment une région sans bon sens. C'est ce qui fait son intérêt et c'est ce qui amêne aussi certaines difficultés. Nous avons choisi de vous décrire cette grande région en décrivant chacune des petites régions qui la composent. Nous vous livrons en vrac quelques observations dont il serait bon d'avoir en mémoire lors de la lecture des portraits régionaux.

Les conseils régionaux

Ils sont à bâtir pour la plupart. Ce sont des organisations assez récentes qui devront être très actives si on veut assurer une véritable présence régionale à la CSN. Ils sont peu connus même des syndiqués.

Certains conseils sont en meilleure situation pour assumer leur rôle.

Charlevoix et Portneuf

Bénéficiant, il faut le dire, de l'aide soutenue des travailleurs de la forêt et du papier, le conseil régional a son propre local et utilise le secrétariat des travailleurs de la Domtar à Donnacona et de celui de la Donohue à Clermont. Les deux endroits sont des lieux de regroupement des syndiqués dans chaque région. On semble assez conscient qu'il faut que tous les secteurs participent au conseil régional.

Beauce et Côte-du-Sud

Spécialement dans la Beauce et à Montmagny, c'est plus difficile qu'ailleurs. Ce sont surtout ces deux endroits qui ont été touchés lors de la scission des "3D". Il faut reconstruire des choses.

Le conseil de la Côte-du-Sud se cherche un local plus fonctionnel. Dans la Beauce, on vient de louer un autre local et on compte aussi beaucoup sur la venue du nouveau permanent de la Fédération des affaires sociales. Ces deux régions possèdent cependant des militants bien décidés à travailler au niveau du conseil régional.

Rive-Sud

Le conseil régional a été centré sur les problèmes des chantiers maritimes. Certains syndicats se sont sentis négligés. Comme le conseil régional est un organisme qui appartient à tous les syndicats, c'est à eux à imposer leur présence au conseil régional.

On connaît mal nos régions

Généralement on ignore les grandes caractéristiques de chaque région. Quels sont les gens influents sur le plan économique et politique? Quelle importance ont les autres centrales syndicales dans la région? Quels sont les problèmes auxquels font face les syndicats régionaux? Autant de questions qui ne reçoivent que des réponses très vagues.

L'information

Souvent l'information n'atteint jamais les syndicats. Elle bloque en quelque part dans les structures. Plusieurs officiers s'expliquent ainsi le passage de syndicats à la CSD. "Des présidents ou des délégués au conseil central ou confédéral ont gardé pour eux, pendant des années, l'information qu'ils recevaient à la CSN." Il faut donc être très exigeant là-dessus à l'avenir.

Le conseil central a une double vocation

Dans la région, on connaît deux situations: Le contexte urbain avec ses caractères propres, et un contexte semi-urbain et rural. Le conseil central doit donc développer des stratégies qui tiennent compte de cette réalité première. Il y a en plus des problèmes particuliers à chaque région qui ne peuvent être réglés qu'à ce niveau. C'est au conseil régional à devenir la voix des travailleurs dans les régions.

Une image faussée

La CSN à Québec, c'est quelque chose de vivant et d'actif contrairement à l'image qu'elle a toujours projetée. Si cette image persiste, c'est pour plusieurs raisons dont les suivantes:

1) Le poids du passé. C'était à Québec que les "3D" et les principaux leaders de la CSD avaient leur quartier général.

2) Ni la CSN, ni le conseil central n'ont réussi à informer les syndiqués et le reste de la population sur l'importance et le sens de leur action.

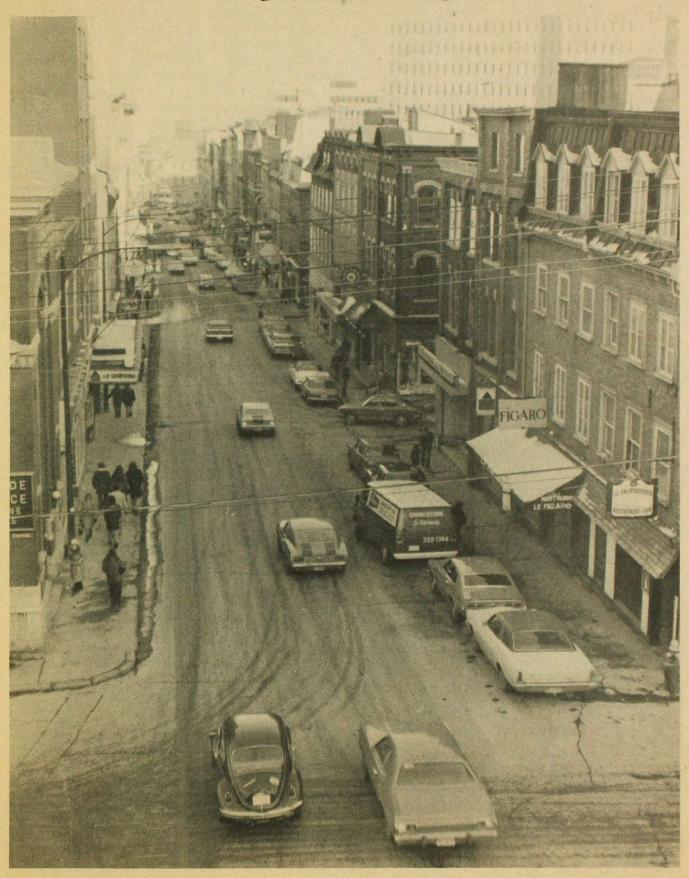
3) Le conseil central s'embarque dans trop de choses sans pouvoir y aller à fond. Il faut apprendre à choisir et à concentrer ses énergies sur quelques projets.

Une première ébauche

Les portraits régionaux ne sont ni complets ni même tout à fait justes. A défauts d'informateurs-clés, les recherches nous ont demandé beaucoup de temps, souvent pour peu de résultats. Ce portrait doit être élaboré et complété par les gens des régions euxmêmes.



QUEBEC



QUEBEC

On ignore quand les touristes cesseront de remarquer le "French Feeling" de Québec mais ce qu'on sait, c'est que la pénétration des grandes entreprises touristiques américaines au coeur de la ville s'accélère d'année en année. Après Howard Johnson, ce sera bientôt au tour de Hilton et d'Holiday Inn. Les habitants reculent vers les banlieux remplacés par les grands hôtels, les édifices à bureau et les centres commerciaux.

Nous commençons à vivre la tragédie que les grandes villes nord-américaines connaissent depuis une dizaine d'années: un centre-ville qui s'atrophie, qui se vide pour faire place au commerce. Un centreville qui devient le lieu privilégié de tous les "rejetés" que le développement délirant des villes a lui-même créés.

Pour l'instant, on bâtit. On construit. Bourassa construit et avec lui tous les petits entrepreneurs canadiens-français et les managers américains: autoroutes, colline parlementaire, édifices à bureaux, hôtels de luxe, c'est la frénésie du développement.

Les "boss" ou si vous voulez les détenteurs du pouvoir sont difficiles à déceler dans toute cette agitation.

Le pouvoir est en fait détenu par plusieurs groupes qui la plupart du temps s'entraident entre eux. On peut tirer les grandes lignes suivantes: - le gouvernement provincial à cause de ses investissements se révèle comme l'un des plus importants dans le développement de la ville. C'est lui qui a financé à peu près tout ce qui s'est fait les dernières années: l'autoroute Dufferin, la rénovation de la Place Royale, les travaux sur la rivière Saint-Charles, la colline parlementaire, la plupart des H.L.M. et pour une part le Mail Saint-Roch et la "rénovation urbaine".

- la ville favorise certains types de développement par ses investissements, ses pouvoirs d'expropriation, de zonage, etc. - et il y a les investisseurs privés. Un premier groupe: les gros investisseurs américains comme les compagnies Hilton, Holiday Inn, etc...

Un second groupe où l'on retrouve les promoteurs de chez nous: les Paul Racine, Jean Lesage, Wilbrod Bhérer, Paul Dumont et Cie qui construisent les centres d'achats, ouvrent des franchises (Les Nordiques). C'est le début d'un capitalisme bien de chez nous.

Un troisième groupe pourrait être constitué par les gros intérêts déjà en place comme l'Anglo-Pulp et par des organismes comme les Ports nationaux.

Sur le plan syndical

La CSN dans la ville, c'est quinze mille membres, près d'une centaine de syndicats et un siège social au 155, boul. Charest-Est. C'est la centrale la plus importante de la région.



lcitte, c'est ça qui se passe

Une ville d'étrangers

Le Québec métropolitain a subi depuis dix ans des transformations majeures. En 1960, la ville de Ste-Foy n'était qu'un village. Il y avait encore plusieurs fermiers. Ceux qui se sont installés par la suite ont peu ou pas du tout le sentiment d'appartenir à la ville. Leur participation est assez faible. Comme tout cela s'est fait rapidement, ils n'ont pas encore eu le temps de s'organiser et d'habiter leur ville.

L'absence d'opposition

Non seulement le maire est-il sans opposition au conseil municipal, mais il n'y a rien qui se dégage au niveau des groupements populaires qui pourraient constituer une option au pouvoir en place.

- les comités de citoyens luttent

pour survivre

 les comités populaires sont encore plus un voeu qu'une réalité

- les centrales syndicales ellesmêmes restent confinées dans les problèmes de travail et sont à peu près absentes au niveau de la politique urbaine.

Un milieu brisé

Bien plus le développement actuel tend à briser toutes les anciennes attaches, la paroisse, le quartier ou même la ville d'origine. Les citoyens se sentent donc de plus en plus démunis, isolés face à un pouvoir qui semble tout-puissant.



Les organisations du monde ordinaire

Conseil central de la CSN de Québec

155, boul. Charest-Est Tél.: **529-2561**

Association coopérative d'économie familiale (ACEF)

Resp.: Adrien Payette 570, du Roi, Québec Tél.: **522-1568**

Caisse d'économie des travailleurs réunis de Québec

155, boul. Charest-Est Tél.: **522-4011**

Comité de citoyens de l'aire 10

570, du Roi, Québec 2 Tél.: **522-1140**

Comité de citoyens de Saint-Sauveur

554, Boisseau, Québec Tél.: **525-4983**



COOPRIX

7370, 3e Avenue, Charlesbourg O. Tél.: **626-5062** 3355, de La Pérade, Sainte-Foy Tél.: **656-0441**

Centre coopératif des jeunes travailleurs

194, Saint-Vallier-Ouest Tél.: **524-1330**

Groupement des locataires du Québec métropolitain

865, 2e Rue, Québec 3 Tél.: **523-6177**

Télévision communautaire de Québec

376, du Roi Tél.: **529-3113**

Compagnie des Jeunes Canadiens

865, 2e Rue, Québec 2 Tél.: **529-4407**

association coopérative d'information du Québec (ACIQ)

570, du Roi, Québec 2 Tél.: **522-1140**

Coopérative de télévision (CTVQ)

367, boul. Charest-Est, Québec 2 Tél.: **529-8475**

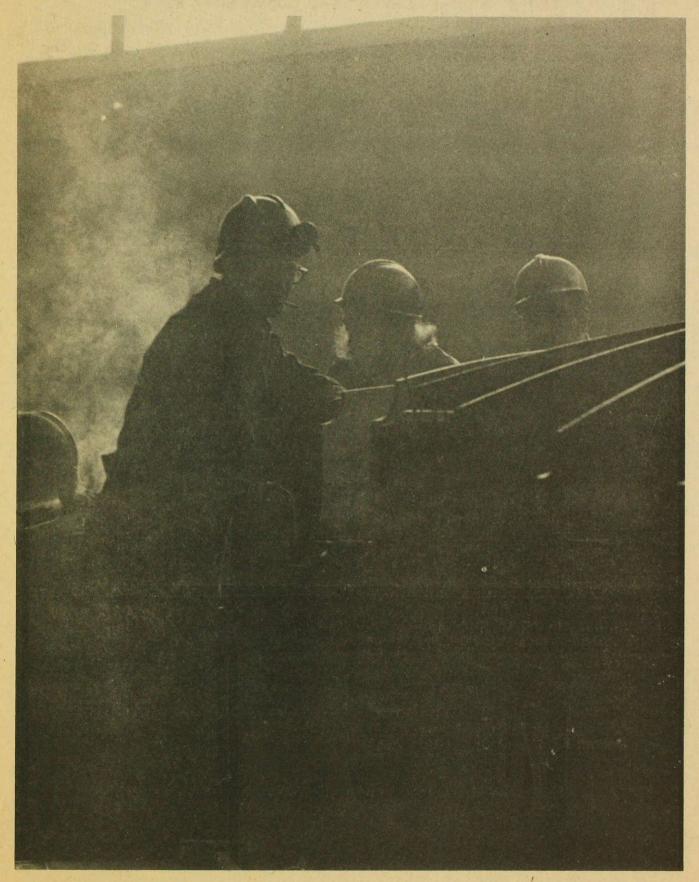
Les deux derniers groupes, ACIQ et la CTVQ, rappellent qu'il y a au Québec et spécialement à Québec, un problème au niveau de la liberté des moyens d'information. ACIQ est une coopérative qui s'est fondée pour tenter de convaincre les lecteurs du Soleil d'acheter leur journal et d'éviter ainsi que le groupe Power Corporation devienne le propriétaire.

La CTVQ répond au souci que la télévision ne soit pas le monopole exclusif de l'Etat ou des grands intérêts financiers plus soucieux de rentabilité que d'informer les gens.



Occupation de l'archevêché par les grévistes du pavillon Saint-Dominique.

LA RIVE-SUD



LA RIVE-SUD

La région de la Rive-Sud couvre un territoire assez mal démarqué. Elle comprend le comté de Lévis et une partie des comtés de Bellechasse et Lotbinière. Les villes: Lévis, Lauzon, Charny, Saint-Romuald, Saint-Damien de Bellechasse...

La population de Lévis varie autour de 60,000 habitants. La région est urbaine le long du fleuve, agricole et forestière dans l'arrière-pays. Il existe plusieurs petites scieries dans les trois comtés.

Mais la Rive-Sud, c'est surtout les chantiers maritimes de Lauzon. Ils ont toujours été ben importants dans la région. Mais depuis 1965, ça va mal. La Géo. T. Davie a fermé; pis cette année, il y a déjà près de 1000 mises à pied à la Davie Ship.

L'avenir des chantiers maritimes au Canada dépend ben gros de la décisions du gouvernement fédéral de créer une marine marchande. Tant qu'on va dépendre des commandes de l'extérieur, ça va péricliter.

Il faudrait moderniser l'équipement, qui est ben vieux, et il faudrait fabriquer des bateaux en série. Dans le moment, on termine un contrat de trois pétroliers de 80,000 tonnes; on peut aussi ben se retrouver l'année prochaine avec un contrat pour des remorqueurs. Tout est à recommencer chaque fois. La création d'une marine marchande est réclamée par la CSN depuis très longtemps. Il y a eu beaucoup de promesses, mais on a pas

encore pris de décision. Ca traîne comme toujours.

Le pouvoir dans la région, c'est surtout Paul Desmarais qui contrôle 60% des actions de la Davie Ship. Les chambres de commerce qui regroupent les hommes d'affaires de la région, et les libéraux avec le député-maire de Lévis, Vincent Chagnon.

Il n'y a pas seulement les chantiers maritimes sur la Rive-Sud. Il y a tous les travailleurs des hôpitaux, plus d'un millier, les travailleurs du CEGEP, des traversiers. Il y a aussi tous les travailleurs du commerce, ceux de la Golden Eagle etc... Comme dans plusieurs autres régions comme Portneuf ou Charlevoix, on a souvent tendance à oublier les groupes de travailleurs moins nombreux.

On nous a confié que le maire de Lauzon, Paul-Emile Ruel, gérant à Robin Hood ignorait tout des problèmes des chantiers maritimes. C'est pour le moins étrange pour le maire d'une ville dont la majeure partie de la population travaille dans cette industrie.

- Au niveau syndical Les travailleurs syndiqués se retrouvent surtout à la Davie Ship et dans les hôpitaux. Sur 4500 syndiqués de la CSN, il y en a 2,500 aux chantiers et plus de 1000 dans le secteur hospitalier. Les autres centrales regroupent ensemble environ 1,500 syndiqués.



lcitte, c'est ça qui se passe

Transport en commun

On peut rarement voir un service de transport aussi pourri. C'est la compagnie privée d'Auger qui assure le "service". La compagnie est perpétuellement sur le bord de la faillite. Les autobus sont vieux – un autobus a déjà perdu une roue, il faut se "watcher" dans les côtes, etc. – De nombreux quartiers sont sans service; on parle même de réduire la durée quotidienne.

Lien direct Lévis-Québec L'habitation

Actuellement, c'est le sujet de conversation. Il y a d'abord le projet d'un pont reliant Lévis et Québec qui préoccupe surtout les travailleurs qui doivent franchir le fleuve chaque jour. La situation s'est aggravée par la suspension du service des traversiers pour les automobiles depuis près de six mois. Et il n'y a pas eu de service pendant un mois.

La rénovation urbaine à Lévis-Lauzon, c'est encore à faire en grande partie. Plusieurs quartiers souffrent de délabrement. Les H. L.M. ne donnent pas la satisfaction attendue.

Le problème de l'habitation mériterait une étude approfondie au niveau de tout le Québec métropolitain, (Rive-Sud incluse). C'est un secteur où les scandales ne cessent d'éclater depuis quelques années: H.L.M. mal construits et bruyants, maisons-citrons construites par des entrepreneurs sans scrupules, des contrats ruineux.



Les organisations du monde ordinaire

Le conseil régional de la CSN de la Rive-Sud

Prés.: Clément Fleury

Tél.:

rés.: 837-4027

bur.: 837-5841 local 333

Vice-prés.: Jacques Breton

Tél.:

rés.: 837-3174

bur.: 837-5841 local 206

Vice-prés.: Huguette Robitaille

Tél.:

rés.: **839-9146** bur.: **839-6033**

Sec.: Marianne Léger

Γél.:

rés.: 839-9597 bur.: 839-6033

Trés.: Louis-Philippe Roy

Tél.: 837-1306

Conseil régional de la CSN de la Rive-Sud

14, George T. Davie, Lauzon Tél.: 837-9391

Caisse d'économie des travailleurs des chantiers maritimes de Lauzon

14, George T. Davie, Lauzon Gérant: Léopold Sylvain

Tél.: 837-8633

La caisse offre en plus de tous les services d'une caisse populaire, une série d'autres services dont l'assurance-automobile, distribution d'huile à chauffage, etc. La Caisse a un actif de \$800,000. et 1645 membres.

Caisse d'économie des travailleurs du comté de Lévis

18, Saint-Omer, Lévis. (Au soussol de l'école des infirmières, loc.:

S 13)

Tél.: 837-0647

Gérant: Henri Demers

Action communautaire régionale de développement

18, rue Saint-Omer, Lévis Sous-sol de l'école des infirmières, loc. S 12

Tél.: 837-0647

Coordonnateur: Jean-Louis Barras

Tél.: 837-3147

Maison du Quartier

228 A, Saint-Laurent, Lévis Coordonnatrice: Ghislaine Tremblay

Tél.: 833-4251

La maison du quartier se veut un centre d'animation et de services pour les gens du quartier Saint-Laurent.

Comité de citoyens du quartier Saint-Laurent

Prés.: Clément Théberge

Tél.: 837-2715

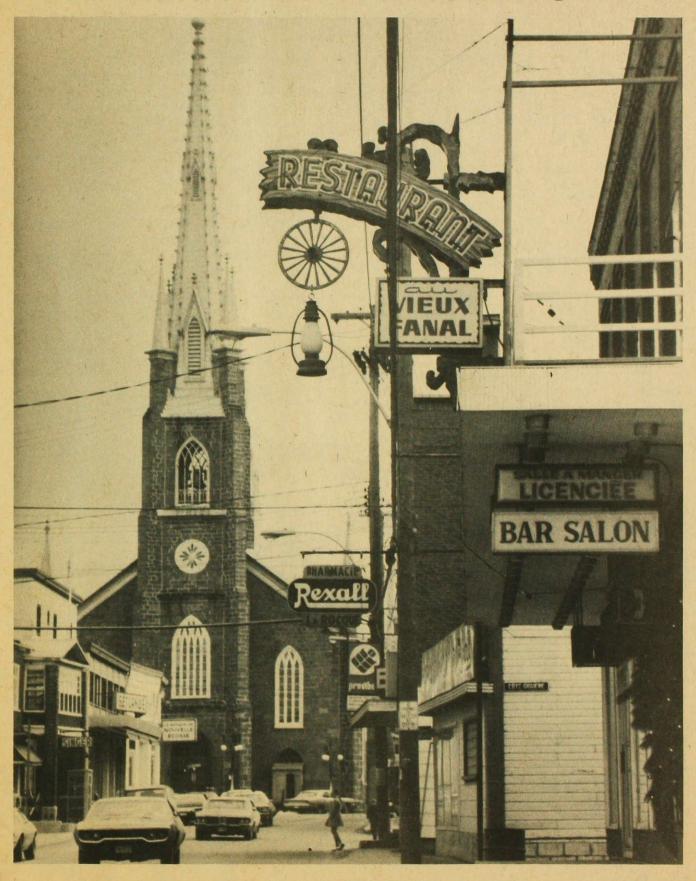


Jean-Louis Barras



Jacques Breton et Clément Fleury

BEAUCE-DORCHESTER



BEAUCE-DORCHESTER

La Beauce, célèbre par ses érablières, longe la Chaudière jusqu'à la frontière américaine. C'est l'une des plus belles régions rurales du Québec. Les Américains l'ont vite vu et actuellement on commence à assister à l'achat systématique de terres et d'érablières par nos voisins du sud. 95,000 de population plutôt stable, avec une légère tendance à diminuer. 17% des revenus du coin proviennent de la culture. C'est le meilleur taux de la région de Québec.

La Beauce est aussi un des endroits les plus industrialisés de la région de Québec venant juste derrière la ville de Québec.

On distingue très nettement deux structures industrielles: L'ancienne, qui comprend les industries du vêtement, de la chaussure et du textile; la nouvelle, qui comprend entre autres, une industrie de poutres d'acier (CANAM), de "trailers" (MANAC), de machineries pour moulins à scie (COMAC), de maisons mobiles (GLENDALE). Treize nouvelles industries se sont installées dans la région depuis 1968 regroupées autour de Saint-Georges et de Saint-Joseph.

Il y a donc peu de chômage dans la Beauce. Par contre, beaucoup de travailleurs sont encore au salaire minimum. La Beauce ne compte pas plus de mille synqués rattachés à la CSN regroupés dans douze syndicats. Les organisateurs syndicaux ont à faire face à un problème spécifique de la mentalité beauceronne: peut-être là plus qu'ailleurs, on se méfie du syndicalisme.

Quelques boss de la région:
P.E. LACASSE, maire de Saint-Georges et candidat libéral défait.
JOS D. BEGIN, ancien ministre de l'époque de Duplessis.
LA DIONNE
LA SAINT-GEORGES SHOE
GLENDALE etc...

DEPUTE: FABIEN ROY (créditiste)

Outre L'ECLAIREUR PROGRES, et LA VALLEE DE LA CHAUDIERE, deux journaux régionaux, il faut souligner que Saint-Georges et Saint-Joseph ont un système de télévision communautaire assez développé.



lcitte, c'est ça qui se passe

Les campagnes de souscriptions - Les corvées

Beaucoup d'entreprises bénéficient de la générosité et du sacrifice des travailleurs. Lors de la reconstruction de l'usine à Saint-Joseph, les travailleurs ont construit pendant des semaines l'entreprise pour un salaire dérisoire sans obtenir plus de droits. A Saint-Théophile, les citoyens ont bâti une usine qu'ils ont ensuite louée avec possibilité d'achat à un industriel. La bonne foi des citoyens est souvent trompée.

La CSN se reconstruit dans la Beauce. La FAS a décidé d'y ouvrir un bureau avec un permanent à temps plein.

Le conseil régional devrait se mettre à fonctionner. Il faut reconstruire.

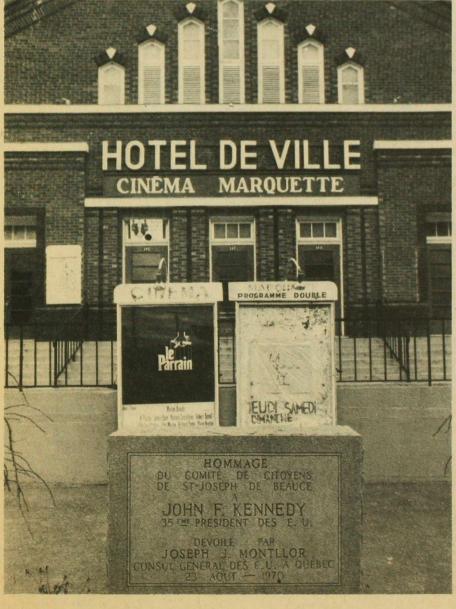
On sent des besoins pressants au niveau de l'information et de l'éducation. Il faudrait utiliser mieux les militants et les militantes de la région.

On est encore pris à la CSN avec l'image d'un ex-permanent passé depuis ce temps à la CSD: P.E. GAGNON.

Lac Etchemin

La caisse d'économie du Lac Etchemin fonctionne à merveille. Elle a plus d'un million d'actif.

Les travailleurs ont réussi à mettre les compagnies de finance dehors. Les syndicats du sanatorium et du service social sont particulièrement actifs. C'est vraiment l'endroit où les travailleurs syndiqués de la CSN ont fait le plus sentir leur présence.





Les organisations du monde ordinaire

Conseil régional de la CSN de Beauce

Président: VACHON, Adélard 308, rue Ferland Lac Etchemin, Dorchester

rés.: 625-4482 bur.: 625-3101

Vice-président (1): VERSANNE, Lilianne 205, 62e Rue est Saint-Georges-Est rés.: 228-6208 bur.: 228-5501 Vice-président (2): COTE, Benoît 2915, lère Avenue ouest Saint-Georges-Ouest rés.: 228-2189 bur.: 228-2068

Secrétaire: PAQUET, Suzanne M. 1995, 8e Avenue ouest, app. 5 Saint-Georges-Ouest rés.: 228-3382

bur.: 228-2031
Trésorier:
BLAIS, Adrien

Saint-Ludger, cté Frontenac rés.: 548-5137 bur.: 548-5323

Conseil de développement de la Chaudière (CDC)

C.P. 4, Saint-Georges, comté de Beauce 228-6389

Service d'éducation à la consommation

Edifice de la caisse populaire Avenue du Palais, Saint-Joseph, comté de Beauce 397-6245

Centre d'information pour s ravailleurs

André Pomerleau: 228-2310 Denis Dessain: 228-4755



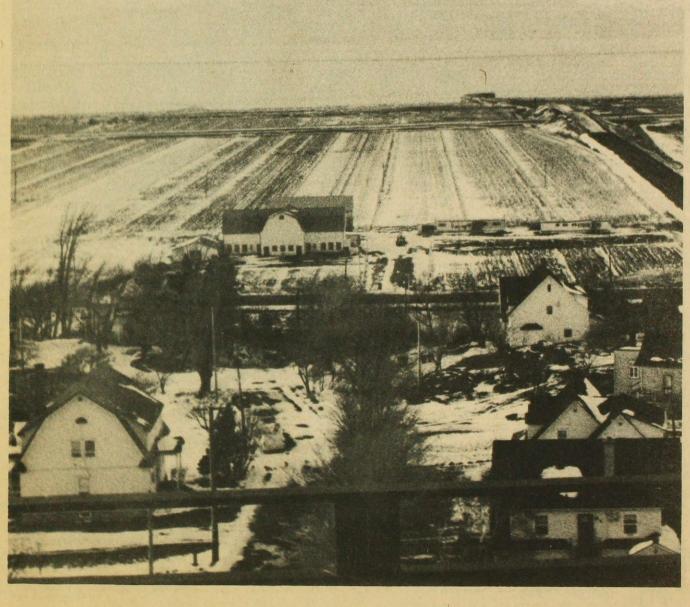
Hervé Lessard



Nicole Lachance

Adélard Vachon

LA COTE-DU-SUD



LA COTE-DU-SUD

On pourrait voir la Côte-du-Sud comme une sorte de corridor étroit coincé entre le fleuve et les Apalaches. C'est essentiellement un "lieu de passage". Dans les villages du bord de l'eau, à cause du nombre croissant de touristes en route vers la Gaspésie, on a commencé à développer une petite industrie touristique basée sur le commerce familial. Saint-Jean-Port-Joli, réputé partout au Québec pour ses sculptures sur bois, est le centre touristique de la région. Deux autres villes importantes sur le plan de l'économie: Montmagny, siège de la fonderie Bélanger, et Sainte-Anne-de-la-Pocatière, siège de la récente usine de ski-doo MOTOSKI. L'arrière-pays est composé de petites paroisses forestières et rurales.

Les trois comtés de la côte du sud, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, comptent respectivement 26,500, 23,000 et 26,000 de population. Entre 1961 et 1973, on a remarqué dans la région une baisse de plus de deux mille "âmes".

Outre les deux grosses industries (MO-TOSKI, et fonderie BELANGER), la région compte quarante-quatre moulins à scie, vingt-six manufactures de meubles, portes, chassis, etc... plus une quantité de petites entreprises à caractère familial, comme des industries alimentaires, du travail sur cuir, du travail sur bois, qui n'emploient souvent pas plus de cinq ou six employés.

Le reste de l'économie se trouve concentré dans les services (hôpitaux, cégeps, régionales). Les boss de la région:

- MOTOSKI

- Compagnie BELANGER (ah, mon

beau poêle!...)

On souligne aussi qu'à Sainte-Annede-la-Pocatière une petite élite d'avocats et de médecins a le contrôle de plusieurs organismes régionaux dont l'hôpital, l'école et le comité de citoyens (où l'on ne retrouve en fait de "citoyens" que les "gros" de la place.)

Quatre députés: Comté de Montmagny: Giasson (libéral), au provincial: Lambert (créditiste) au

édéral.

Comté de Kamouraska: Pelletier (libéral), au provincial; Dionne (créditiste) au fédéral.

Comme à peu près partout ailleurs au Québec, l'information régionale est plutôt mince. Il existe deux postes de radio abrutissants qui émettent de Sainte-Anne et Montmagny. Celui de Montmagny, d'après le président du conseil régional, est une boîte particulièrement infecte et antisyndicale. Au journal LE PEUPLE-COURRIER, l'information est un peu plus fouillée.

On a encore énormément d'organisation syndicale à faire dans la région spécialement dans les petites entreprises où beaucoup d'employés sont encore payés au salaire minimum.

Il y a cependant treize syndicats affiliés à la CSN ce qui fait un total de plus de 1500 travailleurs. Ces syndicats sont regroupés surtout dans les services.



lcitte, c'est ça qui se passe

La région a à faire face à deux gros problèmes d'ordre économique

On s'inquiète beaucoup de la survie de l'agriculture. Là comme ailleurs, il manque une relève et les jeunes préfèrent aller travailler en ville. Le coût énorme d'un équipement technique adéquat pour faire d'une ferme une entreprise un tant soit peu rentable, devient un problème majeur pour beaucoup de producteurs agricoles. Par exemple, les nouvelles lois gouvernementales exigent que les producteurs industriels de lait soient tous équipés d'un réservoir réfrigéré

(bulk tank). Plusieurs ne peuvent pas faire face à l'achat.

Dans les paroisses de l'arrièrepays, on s'inquiète aussi de la disparition de la forêt sur le territoire et de la possibilité de la fermeture de la frontière du Maine. L'existence de plusieurs moulins à scie serait alors mise en jeu. Si par exemple les moulins de Saint-Pamphile et de Saint-Juste devaient fermer, les travailleurs se retrouveraient dans une situation extrêmement difficile.

Montmagny

La période de flottement qui a suivi la scission des "3D" est terminée. La C.S.N. vient de syndiquer les travailleurs de l'Imprimerie Marquis à Montmagny. Les militants du comité d'organisation ne suffisent pas à la tâche. Il y a énormément d'organisation à faire dans toute la région. C'est une situation que nous retrouvons sur toute la Rive-Sud du Saint-Laurent de Lotbinière à Rivière-du-Loup.





Yvan Lévesque

Les organisations du monde ordinaire

Conseil régional des syndicats de la côte du sud

REGIS MICHAUD, prés. 4e avenue, La Pocatière rés.: 856-3488

bureau: 856-1525

YVAN LEVESQUE, vice-prés. rés.: 101, 12e avenue, La Pocatière 856-3501 bureau: Hôpital N.-D.-de-Fatima, La Pocatière 856-3540

JEAN-LOUIS BRULOTTE, trés. Rés.: La Durantaye 884-2424 bureau: O. Couture et fils 884-2827

FERNAND BERNARD, secr. rés.: 368 Bretagne, Montmagny 248-5825 bureau: 112, avenue de la Gare, Montmagny 248-3934

Conseil de développement de la côte du sud (CDCS)

159, rue Saint-Jean-Baptiste, Montmagny 248-0464 responsable: SERGE LEBEL, 200, 3e avenue, La Pocatière 856-1599

Centre communautaire Normandie-Québec inc.

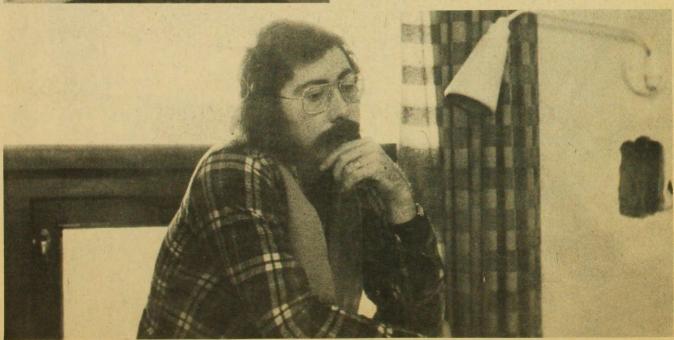
Route rurale no 2, La Pocatière 248-3220 responsable: LIONEL FORTIN, route rurale no 2 248-2219

sevice à la consommation

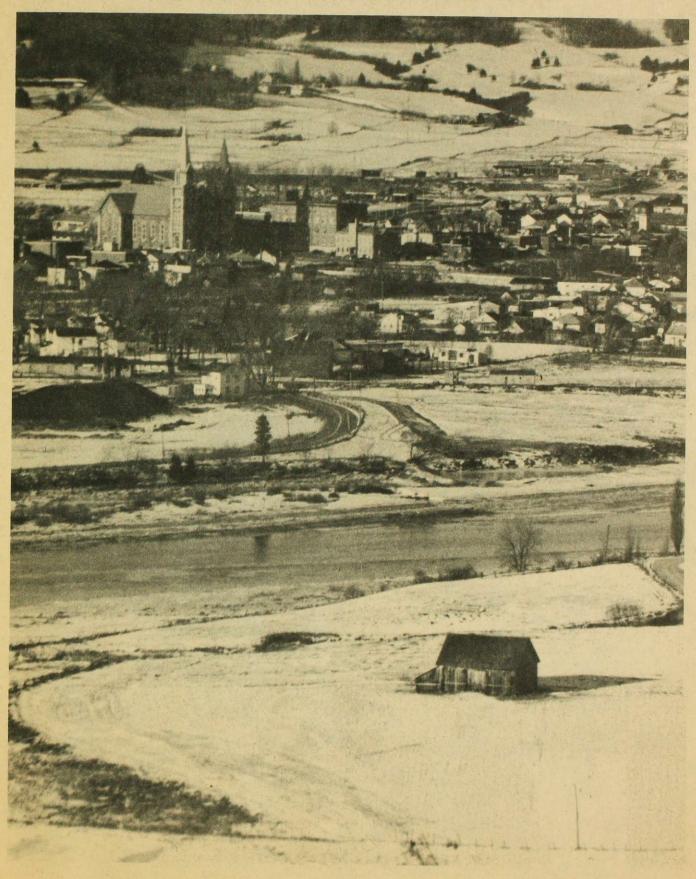
Caisse populaire Saint-Thomas 143, rue Saint-Jean-Baptiste, est Montmagny 248-4884







CHARLEVOIX



CHARLEVOIX

Charlevoix: Une région encastrée dans les Laurentides, qui compte une population d'à peine trente mille habitants et dotée, comme la Gaspésie, des plus beaux sites du Québec.

Région du bois s'il en est une, avec ses 13 moulins à scie, ses 5 entreprises de fabrication de meubles et la puissante Donohue qui récemment achetait au coût de deux millions et demi la scierie des produits forestiers dans le comté de Roberval. Charlevoix dépend donc en grande partie de la forêt.

La population est regroupée autour de deux centres: La ville de Baie-Saint-Paul et les villes de Clermont et La Malbaie.

Baie-Saint-Paul dépend en grosse partie de l'hôpital et Clermont-La Malbaie, de la Donohue. Si on voulait résumer la situation économique de la région, on pourrait dire que Charlevoix, c'est la Donohue et les services, surtout les hôpitaux et les régionales. On peut citer en plus le secteur des aliments et boissons avec l'abattoir de La Poulette Grise à La Malbaie, et quelques boulangeries et laiteries dispersées dans la région.

La région, qui, sur le plan touristique, est servie par la beauté naturelle de son paysage, est déficiente au niveau de l'infrastructure routière et de l'organisation de l'industrie touristique. Campings, restaurants, pêche, utilisation du fleuve, une bonne part de tout cela reste à faire.

Charlevoix est une région qui se dépeuple. Non seulement perd-elle autant de population qu'il en naît, mais elle a perdu plus d'un millier d'habitants par rapport à 1961. Le nombre d'agriculteurs n'a cessé de diminuer depuis 15 ans. Les revenus provenant de l'agriculture ne dépassent pas 6% des revenus de la région. Le taux d'assistés sociaux se chiffre autour de 10% et le chômage est élevé.

Quelques boss: La compagnie Donohue Les DUFOUR, propriétaires de La Poulette Grise (libéraux) Raymond Mailloux, libéral, ministre des Transports.

La CSN régionale compte plus de deux mille membres. C'est la centrale la mieux représentée et, de loin, la plus forte. Le syndicat des travailleurs des pâtes et papier de Clermont avec ses 59 anciens officiers assure une présence très forte au conseil régional.



lcitte, c'est ça qui se passe

A Clermont

La fédération des travailleurs du papier et de la forêt (FTPF) ouvre un bureau dans la région de Charlevoix. Au moment de mettre sous presse le permanent n'est pas encore choisi. Il le sera sous peu. L'implantation d'un bureau régional se justifie pleinement quand on sait qu'il faut donner les services aux travailleurs de la forêt dont plusieurs centaines sont au Nord de Clermont la plupart du temps à plus de cent milles dans les bois.

Au foyer Accueil Bellerive

Encore une fois, la situation des foyers retient notre attention. Un directeur qui prend les employés pour des enfants d'école, qui entretient la peur et encourage la dénonciation; une atmosphère irrespirable d'anciens pensionnats. Un membre du syndicat résumait ainsi la situation: "Ca nous déplait quand on rentre, pis on est ben content quand on sort."

A La Malbaie

La mission technique de développement de Charlevoix a remis son rapport le mois de novembre dernier. La participation de la population a été très soutenue malgré que l'opération se soit déroulée pendant l'été. On doute cependant que le gouvernement et les ministères concernés changent les plans qu'ils avaient déjà préparés. Encore une fois, on se moque de la population. Mais cette fois, on s'est juré d'être vigilant. Si le plan n'est pas respecté, les députés de Charlevoix risquent d'en entendre parler.



Les organisations du monde ordinaire

Conseil régional de la CSN de Charlevoix

Prés.: Richard Bilodeau C.P. 36 Clermont

Tél.:

rés.: 439-2318 bur.: 439-3471

Vice-prés. Exécutif: Bertrand Tremblay 8, Saint-Philippe, Clermont

tél.: 439-2074

Sec.: Audette Gagnon 59, Doucet, La Malbaie

tél.: 665-2312

2e Vice-prés.: Robert Chapdeleine 12, Larouche, Clermont

Tél.:

rés.: 439-2472 bur.: 665-3791

Sec.-trésorier: Jean Perron 14, du Capitaine, Baie-Saint-Paul

tél.: 435-3226

Conseil régional de la CSN de Charlevoix

Sous-sol de l'église de Clermont tél.: 439-3471

Au même endroit, nous retrouvons le syndicat des travailleurs des pâtes et papier de Clermont, la caisse d'économie des travailleurs réunis de Québec, l'AFEAS, la bibliothèque municipale etc. Il s'agit en fait d'un véritable petit centre communautaire où les travailleurs sont chez eux.

Caisse d'économie des travailleurs réunis de Québec

Sous-sol de l'église de Clermont

tél.: 439-3471

Coopérative funéraire

a/s Jos Perron R.R. No 1, La Malbaie tél.: **665-3045** C'est l'un des fondateurs de la caisse d'économie qui a été le pionnier de la coopérative funéraire. Jos Perron a appris la formule coopérative à la CSN. C'est un mordu qui pense déjà à d'autres projets. La coopérative compte plus de 1000 membres. Elle offre tous les services d'un salon y compris le service d'ambulance pour la moitié du prix habituel.

C.R.O.C., c.p. 789, Baie-Saint-Paul

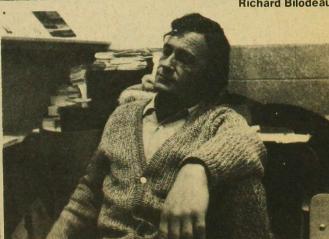
tél.: 435-3681

Responsable: Alyre Potvin.
La ville de Baie-Saint-Paul connaît déjà beaucoup de succès avec
son Festival d'été. Les citoyens se
sont regroupés et se sont donné ce
conseil régional des organisations
culturelles. Tous les groupes peuvent faire appel au conseil soit
pour obtenir des informations soit
pour obtenir des services.



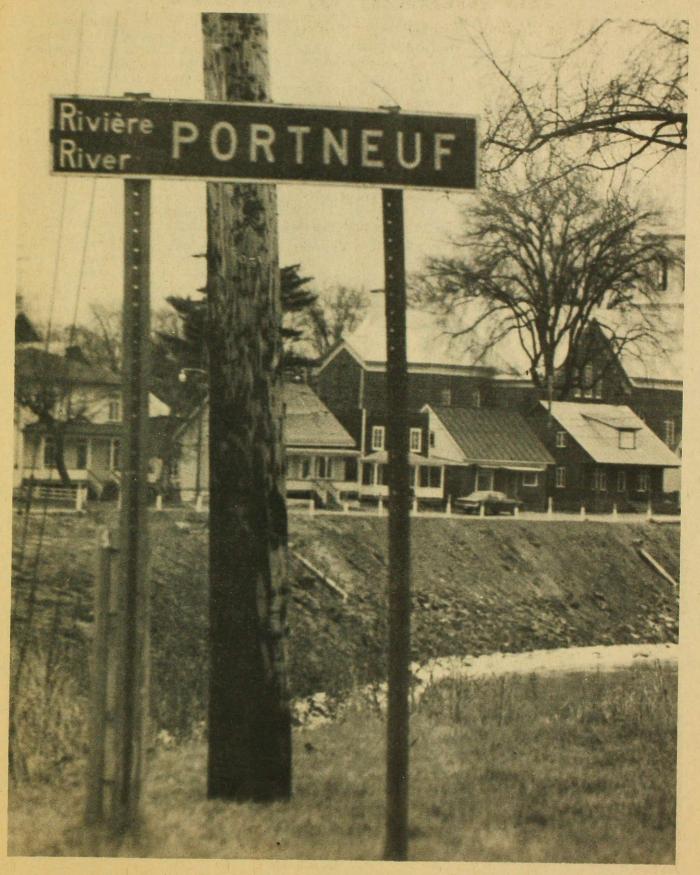
Richard Bilodeau

Jos Perron



André Hudon

PORTNEUF



PORTNEUF

Située sur la rive nord du Saint-Laurent, entre Trois-Rivières et Québec, la région de Portneuf est l'une des plus vieilles régions rurales du pays. Il n'est pas rare de trouver de vieilles maisons de pierre dont les titres remontent au 18e siècle. C'est une région traditionnellement stable qui connaît un arrêt de croissance depuis plusieurs années.

La population flotte autour de 50,000 habitants depuis plus de dix ans. On peut donc constater la désertion de la maind'oeuvre active. Le déclin de l'agriculture, les difficultés des entreprises de pâtes et papier, la fermeture quasi complète des carrières de Saint-Marc, tout ça a contribué au départ des jeunes et des travailleurs touchés par la fermeture d'usines ou par les changements technologiques.

Plusieurs petites villes se disputent le territoire: Portneuf, Donnacona, Saint-Raymond, Pont-Rouge, Saint-Marc-des-Carrières, etc... A l'exception de Saint-Marc dont l'économie tournait autour des carrières, les autres villes citées possèdent leur usine de papier: Ford, Domtar, Saint-Raymond Paper et les Indus-

tries Pont-Rouge. Si on ajoute à ces entreprises une vingtaine de moulins à scie et une douzaine de fabriques de meubles, on comprendra que la région est dépendante de la forêt au niveau économique.

Les boss de la région: Les compagnies de papier; les maires, la plupart du temps les "gros de la place"; Michel Pagé, député libéral.

L'information régionale dépend presque entièrement de Québec. A Saint-Raymond, il y a un réseau de télévision communautaire et un poste de radio C.J.S.R. aussi médiocre que ses confrères d'ailleurs.

Sur le plan syndicat, on constate que les grosses entreprises, les services les plus importants (hôpitaux, écoles, etc.) sont syndiqués. Plusieurs petites unités ne le sont pas ou sont entre les mains de syndicats de boutique. La C.S.N. avec ses 1600 membres et ses 11 syndicats est majoritaire. Une requête en accréditation vient d'être déposée pour les travailleurs d'une usine de roulottes pliantes à Pont-Rouge.



lcitte, c'est ça qui se passe

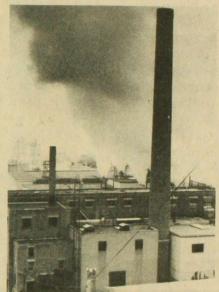
La situation dans les pâtes et papier

Sans trop entrer dans les détails. rappelons simplement que dans ce secteur-clé de l'économie québécoise, la situation des dernières années n'a pas été trop bonne. Les causes de la stagnation de ce secteur ont été analysées dans une excellente étude publiée par la fédération des travailleurs du papier et de la forêt conjointement avec le secrétariat d'action politique de la CSN. Le document ON EST PAS POUR SE LAISSER PASSER UN SAPIN démontre que la situation provient du laisser-aller des grandes compagnies de l'Est qui, trop longtemps en situation de quasi-monopole, ont fait des profits, sans songer à moderniser leur équipement, à faire des coupes de bois rationnelles etc.

Les négociations dans le secteur du papier et de la forêt ont duré toute l'année et se poursuivront en 1974. A la CSN, il y a déjà eu plusieurs négociations dont celle des gars de Price au Lac-Saint-Jean. Dans la région, tous les travailleurs du papier et de la forêt négocient

A Saint-Marcdes-Carrières

On assiste à l'histoire lamentable de petites entreprises familiales, incapables de se convertir, mal administrées, qui doivent fermer pour n'avoir pas su prévoir. Après bien des démarches, on a réussi à faire rouvrir l'ancienne usine de Martineau et Deschambault. Seulement la moitié des gars ont pu retrouver leur emploi. Sur toute cette affaire: Raymond Dussault, Saint-Marc-des-Carrières.



A Saint-Raymond

Le foyer de Saint-Raymond est bien représentatif de la situation dans laquelle se retrouve bon nombre de foyers de la région.

on utilise des "temps partiel"
c'est une communauté religieuse

qui dirige le Fover

 la petite persécution quotidienne

"La direction défend aux employés de se faire du café parce que ça coûte trop cher d'électricité".

Avant l'entrée du syndicat, il y avait ceux qui faisaient des façons, pis ça marchait; les autres, mangeaient de la misère."

Ce climat de favoritisme et de peur n'est pas complètement disparu. La direction comme celle du Pavillon Saint-Dominique se montre arrogante et anti-syndicaliste. Les griefs s'accumulent de mois en mois.

A Donnacona

Les syndiqués sont très présents au conseil municipal. Les 8 échevins sont tous des syndiqués. Seul le maire ne l'est pas.



Les organisations du monde ordinaire

Conseil régional de la CSN de Portneuf

Prés.: Gilles Marcotte Rue Saint-Charles. Portneuf-Station

Tél.:

Rés.: 286-3057 Bur.: 286-3361

Vice-prés.: Georges Cantin 354, Rochon, Donnacona

Tél.:

Rés.: 286-3057 rés.: 285-1255

Séc.: Jean-Paul Trépanier C.P. 595 Donnacona

Tél.:

Rés.: 285-1480 Bur.: 285-2121

Trés.: Julien Benoit Saint-Léonard, comté de Portneuf Tél.: 337-7912

Directeur: Diane Morasse 391, av. Cantin, Saint-Raymond

Rés.: 337-7958 Bur.: 337-2466 Assurance-chômage, accidents de travail, etc.

Robert Garneau 138, av. Pleau, Donnacona Tél.: **285-1255.** Tous les lundis.

Conseil régional de la CSN

138, av. Pleau, Donnacona

Tél.: 285-1255

Caisse d'économie

138, av. Pleau, Donnacona Responsable: Patrick Doré

Tél.: 285-2842



Diane Morasse



Fernand Brière



Gilles Marcotte

L'action politique à la CSN c'est pas nouveau. Ca fait 50 ans qu'on en fait. Ca veut juste dire qu'on s'occupe de défendre les travailleurs partout, à l'intérieur comme à l'extérieur des lieux de travail.

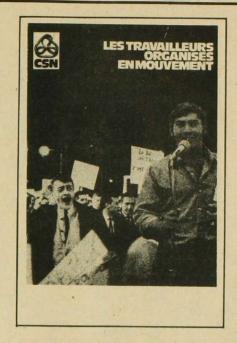
1921-1966: la CSN a toujours lutté sur tous les fronts

L'histoire de la CSN prouve avec force que le mouvement syndical a toujours eu une dimension sociale et politique et qu'il a toujours défendu les intérêts des travailleurs sur tous les fronts:

on doit à la CSN les principales lois ouvrières qui existent au Québec: loi des syndicats professionnels en 1924, loi de la convention collective en 1934, loi des relations ouvrières en 1944, le code du travail et la loi de la fonction publique en 1964, etc...

on doit à la CSN l'amélioration des principales lois sociales régissant le logement, l'assurance-chômage, les allocations familiales, le crédit, la vieillesse, etc...

Depuis sa fondation, la CSN n'a jamais cessé d'étudier le



système économique et la société dans laquelle nous vivons; elle n'a jamais cessé de dénoncer les injustices; elle n'a jamais cessé de promouvoir les intérêts des travailleurs, non seulement les intérêts professionnels défendus par la négociation de la convention collective, mais aussi tous les intérêts

sociaux, économiques, culturels.

C'est au début des années 50 que la CSN a commencé à identifier le capitalisme comme la cause des abus et des inégalités qu'elle combattait. La déclaration de principes adoptée au congrès de 1951 dénonce "l'accumulation des richesses et la concentration du pouvoir économique entre les mains d'un petit nombre, au détriment du bien commun, conséquences d'un système qui s'est donné comme mobile primordial le profit". Tout au long des années 50, l'idée, de l'action politique non partisane se précise dans la CSN.

En 1960, la CSN met l'accent sur le développement économique. Mais ce n'est véritablement qu'à partir de 1966 que la CSN commence à faire un véritable procès de la société, pour comprendre ce qui ne marche pas et ajuster en conséquence son orientation et son action.



Quand on regarde un peu ce qui se passe dans la société, on s'aperçoit ben vite que tout marche en fonction du profit. Pourtant ça serait faisable une société bâtie pour l'homme.

1966: une société bâtie pour l'homme

Lors du congrès de 1966, la CSN entreprend de lancer le débat sur le type de société qu'il faut bâtir et engage les travailleurs à faire une réflexion collective sur l'organisation de la société. Quelques éléments de cette réflexion sont contenus dans le rapport du président adopté par le congrès:

- la grande entreprise privée prend des décisions qui touchent la vie de tout le monde mais elle n'a aucune responsabilité publique et ne subit pratiquement aucun contrôle.

- la libre entreprise n'existe plus; ce sont quelques grands monopoles qui décident tout et qui imposent leurs décisions aux petites entreprises.

- les gouvernements ne sont pas capables d'intervenir



dans les grandes entreprises pour protéger l'intérêt de la collectivité; on ne peut pas planifier ce qu'on ne possède pas.

 il faut donc changer radicalement le rôle de l'Etat;
 certaines nationalisations et beaucoup de réformes seront nécessaires pour libérer les gouvernements de l'emprise du capitalisme, et le mettre au service de la collectivité.

- les travailleurs ont le droit de participer aux décisions et le mouvement syndical doit être un instrument qui va permettre aux travailleurs de récupérer des pouvoirs de décision.

Une société bâtie pour l'homme, tel doit être l'objectif poursuivi par la CSN. Une société bâtie pour l'homme, c'est-à-dire une société qui ne permettra plus aux grandes entreprises de procéder à un développement économique uniquement en fonction de leur profit, au détriment des intérêts des travailleurs et sans que les gouvernements puissent jamais intervenir. Une société bâtie pour l'homme, c'est-à-dire une société dans laquelle les travailleurs pourraient prendre les décisions qui les concernent.

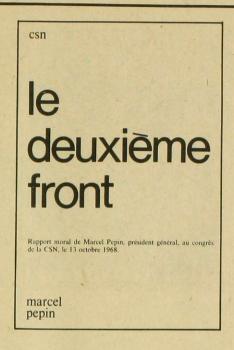


La négociation des conventions collectives, c'est ben important pour les travailleurs. Mais ça ne peut pas régler tous les problèmes. C'est pour ça que la CSN a parti le deuxième front.

1968: le deuxième front

En 1968, la CSN décide qu'il faut maintenant organiser la force des travailleurs pour qu'ils puissent transformer non plus seulement leurs conditions de travail, mais également leurs conditions de vie. Il est bien évident que l'action des syndicats à l'intérieur des entreprises doit se poursuivre. Mais de graves problèmes se posent à l'extérieur et il faut y faire face.

La CSN décide d'ouvrir un deuxième front de lutte. Il s'agit de défendre les intérêts des travailleurs qu'on ne peut pas défendre par la négociation des conventions collectives: combattre le chômage; combattre les spéculateurs et intervenir pour que les travailleurs soient assurés d'un logement qui a du bon sens; combattre la hausse des prix et du coût de la vie qui mangent les augmenta-



tions de salaire obtenues par la négociation; combattre les compagnies de finance qui s'enrichissent sur le dos des travailleurs; combattre la publicité exagérée, etc...

Il faut être conscient que ces objectifs sont difficiles à atteindre, que cela sera long et que cela va nécessiter un changement des mentalités (ce qui explique en bonne partie le départ des 3D). Cela ne peut se faire que par une action rigoureuse et patiente, par une mobilisation réelle des travailleurs.

Depuis ce temps, la CSN a entrepris un certain nombre d'expériences; la CSN a mis sur pied des organismes de protection des consommateurs et de lutte contre les compagnies de finance, elle a encouragé le développement des caisses d'économie des travailleurs, elle a formé des comités d'action politique, elle a encouragé les coopératives, elle a soutenu des media d'information populaires, elle a entrepris diverses campagnes comme celle pour la nationalisation de l'assurance-automobile, etc... Certaines de ces expériences ont réussi, d'autres ont échoué. Il s'agit d'en tirer profit et d'aller plus loin de l'avant.



Les travailleurs doivent arrêter de se fier aux politiciens et aux notables pour régler leurs problèmes. La centrale syndicale CSN leur appartient et existe pour leur permettre d'exercer leur force politique.

1970: un camp de la liberté

En 1970, les choses commencent à s'éclaircir pour les travailleurs. On s'aperçoit que les autorités politiques sont liées aux intérêts financiers qui les font élire par la force de l'argent et des movens d'information. On s'apercoit que les autorités politiques ne tolèrent aucune contestation de sa manière de voir les choses, qu'elles ne tolèrent surtout pas la volonté des travailleurs de prendre plus de responsabilités dans l'organisation de la société. Elles répondent aux travailleurs par la répression. D'abord en s'attaquant aux petits groupes d'étudiants, de chômeurs ou de citoyens puis en installant peu à peu des mécanismes et des lois qui aboutiront à l'emprisonnement des chefs syndicaux et bientôt au bill 89 qui aura pour but de détruire le droit de grève et le syndicalisme.



En 1970, un camp de la liberté propose aux travailleurs d'exercer leur force politique par l'intermédiaire de la CSN plutôt que par le biais des partis politiques une fois tous les quatre ans.

C'est en élargissant constamment le champ de leurs responsabilités que les travailleurs pourront exercer leur force politique. Et dans l'immédiat, le rapport propose que les travailleurs s'occupent à cinq tâches urgentes, c'est-à-dire:

1-la démocratisation des institutions politiques, et notamment des partis.

2-le remplacement du chômage par le droit au travail et le plein-emploi qui doit en découler.

3-la proclamation du français comme langue officielle et langue de travail au Québec.

4-la démocratisation des coopératives existantes et la création de nouvelles.

5-la récupération des millions accumulés dans les caisses de retraite pour les faire servir dans l'intérêt de la population.

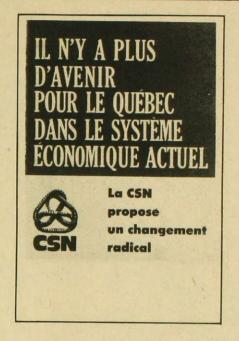


Il n'y a plus d'avenir pour le Québec dans le système économique actuel parce que le Québec appartient aux grosses compagnies américaines. Toute notre production est orientée pour répondre à leurs besoins et non pas aux besoins du monde d'icitte.

1971: il n'y a plus d'avenir pour le Québec dans le système économique actuel

Alors que les fermetures d'usines et les mises à pied massives atteignent un état de crise, la CSN prépare un document qui explique pourquoi les travailleurs sont sans défense devant ce phénomène.

Il n'y a plus d'avenir dans le système économique actuel parce que le système est contrôlé par les grosses entreprises multinationales qui viennent faire la loi chez nous avec notre propre argent, qui en plus demandent des "conditions favorables" humiliantes pour s'installer ici, qui contrôlent la moitié des travailleurs québécois; ces compagnies sont incontrôlables parce qu'elles financent leurs investissements à même les milliards de profits qu'elles vont chercher dans plusieurs pays,



parce qu'elles éliminent leurs concurrents ou les rendent inoffensifs, parce qu'elles ne dépendent plus de la demande des consommateurs car elles créent elles-mêmes cette demande par la publicité, etc...

Il n'y a plus d'avenir dans le système économique actuel parce que les gouvernements ne peuvent pas intervenir car on ne peut pas planifier ce qu'on ne possède pas. Tout ce que les gouvernements peuvent faire c'est d'essayer d'amortir les crises qui surviennent à la suite des décisions des grosses compagnies. Tout ce que les gouvernements peuvent faire c'est de hausser les prestations d'assurance-chômage...

Il n'y a plus d'avenir dans le système économique actuel parce que les compagnies multinationales n'ont qu'un seul objectif, le profit, et s'il leur faut fermer des usines ici pour ne pas concurrencer d'autres ailleurs, elles n'hésitent pas.

Il n'y a plus d'avenir pour le Québec dans le système économique actuel parce que notre production industrielle n'est pas organisée pour répondre à nos besoins à nous mais uniquement pour augmenter les profits des grosses compagnies.



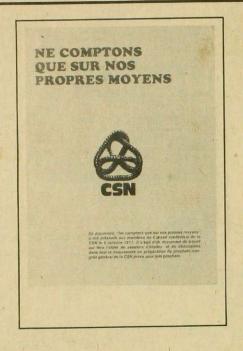
Ne comptons que sur nos propres moyens ça veut dire redevenons propriétaires de nos forêts, de nos mines, de nos ressources naturelles, de nos usines et de nos terres.

1971: ne comptons que sur nos propres moyens

A la suite de "Il n'y a plus d'avenir pour le Québec dans le système économique actuel", la CSN décide de faire des études plus poussées pour comprendre le fonctionnement du système économique actuel. Ces études deviendront le document "Ne comptons que sur nos propres moyens" qui explique comment le capitalisme concentre de plus en plus dans les mains de quelques personnes, les capitaux, les moyens de production et le pouvoir de décision qui va avec.

- la propriété privée des moyens de production conduit à une structure économique dont la seule règle est le profit maximum poursuivi au détriment des besoins de la population.

- son organisation anarchique échappe à toute planification véritable, ce qui conduit à des gaspillages et à



des déséquilibres économiques graves.

 la concentration toujours plus grande de l'économie tend à accentuer le contrôle étranger et notre dépendance par rapport à tout changement de la structure économique internationale.

- sur le plan politique, ce

système conduit à une situation où l'influence prépondérante appartient à la petite minorité d'individus qui possèdent le pouvoir économique de sorte que l'Etat, loin de résister aux capitalistes, leur sert de valet et accepte les conditions posées par les entreprises multinationales auxquelles on vend le Québec pour des investissements financés à 90° avec notre propre argent.

Le document "Ne comptons que sur nos propres moyens" conclut que les travailleurs doivent rejeter le capitalisme et chercher dans d'autres voies, particulièrement dans celle d'un socialisme québécois, leur libération économique.

Le document "Ne comptons ..." a été étudié par des milliers de membres de la CSN au cours de centaines de réunions et majoritairement les travailleurs se sont prononcés contre le système économique capitaliste.



Les travailleurs québécois ne trouveront pas de solutions à leurs problèmes dans un autre pays, ni chez les Américains, ni chez les Russes. Nos solutions on va les trouver icitte, en nous-mêmes.

1973: ni Américains, ni Russes, nous-mêmes!

Le document "Ne comptons ..." a marqué la rupture totale de la CSN avec le capitalisme, et le début de la recherche d'un socialisme québécois. Cela nous a valu bien des attaques, notamment la vieille accusation de vouloir instaurer ici le socialisme soviétique.

Le conseil du patronat a même publié une plaquette en réponse à "Ne comptons..." dans laquelle il place les gens devant le choix de vivre ou bien comme les Américains, ou bien commes les Russes. Et bien sûr, le conseil du patronat se présente comme le protecteur de la manière de vivre américaine, et nous présente comme les conspirateurs qui veulent imposer ici la manière de vivre russe.

Or, aujourd'hui comme en



1921, la CSN ne choisit ni l'un ni l'autre de ces manières de vivre, et elle continue d'expliquer au monde qu'on n'est pas obligé de choisir l'une ou l'autre, qu'on peut déterminer notre propre ma-

nière de vivre, avec nos propres moyens.

Nous avons tout ce qu'il nous faut au Québec pour s'en sortir. Nous pouvons redevenir propriétaires de nos ressources naturelles et de nos entreprises. Cela veut dire que nos mines, nos forêts, nos ressources hydro-électriques, nos usines, nos terres, tout ce qui fait vivre le monde, tout cela pourrait être exploité pour répondre à nos besoins à nous, et non plus pour répondre aux besoins des compagnies multinationales.

Il faudra y aller par étapes, il faudra trouver notre chemin à nous, notre socialisme à nous. Le changement radical que la CSN propose, c'est aux travailleurs de décider s'ils veulent le faire et comment ils veulent le faire. Le débat est ouvert. Les questions sont posées. C'est aux travailleurs à décider.



